

## Recherches sociographiques



Ginette LEGAUKLT, Guy DESROSIERS et Évelyne TARDY, *Militer dans un parti provincial. Les différences entre les femmes et les hommes au P.L.Q. et au P.Q.* ; Chantal MAILLÉ et Évelyne TARDY, *Militer dans un parti municipal. Les différences entre les femmes et les hommes au R.C.M., au R.P. de Québec et à l'Action civique de Lasalle* ; Hélène SARAZIN et Évelyne TARDY, *Militer dans son syndicat. Les différences entre les femmes et les hommes à la C.E.Q. et à C.S.N.*

Diane Belisle

Volume 30, Number 2, 1989

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056460ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056460ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

### ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this review

Belisle, D. (1989). Review of [Ginette LEGAUKLT, Guy DESROSIERS et Évelyne TARDY, *Militer dans un parti provincial. Les différences entre les femmes et les hommes au P.L.Q. et au P.Q.* ; Chantal MAILLÉ et Évelyne TARDY, *Militer dans un parti municipal. Les différences entre les femmes et les hommes au R.C.M., au R.P. de Québec et à l'Action civique de Lasalle* ; Hélène SARAZIN et Évelyne TARDY, *Militer dans son syndicat. Les différences entre les femmes et les hommes à la C.E.Q. et à C.S.N.*]. *Recherches sociographiques*, 30(2), 319–322.  
<https://doi.org/10.7202/056460ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1989

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

**é**rudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Ginette LEGAULT, Guy DESROSIERS et Évelyne TARDY, *Militer dans un parti provincial. Les différences entre les femmes et les hommes au P.L.Q. et au P.Q.*, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1988, 195 p.

Chantal MAILLE et Évelyne TARDY, *Militer dans un parti municipal. Les différences entre les femmes et les hommes au R.C.M., au R.P. de Québec et à l'Action civique de La Salle*, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1988, 243 p.

Hélène SARRAZIN et Évelyne TARDY, *Militer dans son syndicat. Les différences entre les femmes et les hommes à la C.E.Q. et à la C.S.N.*, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1988, 231 p.

Dans la foulée des réflexions féministes portant sur les rapports entre les femmes et le pouvoir, un collectif du Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal a mené une étude sur les différences entre les femmes et les hommes dans le militantisme. Sous la direction d'Évelyne Tardy, l'équipe a produit trois ouvrages correspondant chacun à un lieu du pouvoir : la scène politique provinciale, l'arène municipale et le syndicalisme. Les trois adoptent rigoureusement le même sommaire : caractéristiques socio-économiques et familiales, antécédents et parcours politiques, contraintes professionnelles, sociales et familiales dans l'exercice du militantisme, conceptions du militantisme et perception de la sous-représentation féminine dans l'organisation étudiée. Les pages 3 à 51, reprises dans chaque ouvrage, exposent l'état des recherches sur la présence des femmes dans les structures politiques et syndicales. On y trouve par la même occasion une revue approfondie de la littérature, depuis les travaux de Maurice Duverger (1955) sur la participation féminine à la vie politique jusqu'aux études québécoises plus récentes portant notamment sur le militantisme dans les grandes centrales syndicales. On regroupe les recherches sous deux grands thèmes : la sous-représentation des femmes en politique et le militantisme féminin.

Les analyses du premier type sont présentées par ordre chronologique et par pays (France, Canada, Québec, États-Unis, Angleterre, Europe du Nord). Cette manière de faire, tout pratique qu'elle soit, n'aide pas à tracer les liens ou les oppositions entre les travaux. Il aurait été plus judicieux de les distinguer selon leur objet d'étude : par exemple, le vote électoral, le militantisme, l'activité politique, la participation, la représentation aux diverses instances, les caractéristiques des élues ou des candidates, l'ambition politique, etc. Une conclusion ressort néanmoins : la majorité des toutes dernières recherches démythifient « l'idée d'une nature féminine apolitique en centrant les objets d'étude sur les femmes elles-mêmes, les candidates et les élues, alors que les premières recherches définissaient un comportement politique féminin par rapport aux paramètres du comportement masculin ». (P. 19.)

La revue concernant le militantisme des femmes est plus percutante. On y montre que les analyses, plus récentes mais aussi plus rares, principalement concentrées aux États-Unis, aboutissent à comparer des militantes à des militants de haut niveau, alors que les femmes sont plus nombreuses à la base, dans des tâches de service, de « collage de timbres », etc. Les femmes y sont considérées seulement « à titre de "variable indépendante", au même titre (et parfois à un titre moindre) que l'éducation, la classe sociale ou l'âge ». (P. 31.) Une recherche, celle de Fowlkes, Perkins et Rinehart (1979), aux États-Unis, révélerait « que si certaines différences par sexe sont présentes, les plus grandes viennent des partis eux-mêmes, c'est-à-dire du Parti démocrate et du Parti républicain ». (P. 27.)

L'équipe de Tardy, dans ce tronc commun aux trois ouvrages, appuie sa démarche sur le constat que depuis cinquante ans, malgré la pression féministe et l'évolution sociale marquée, entre autres, par la participation massive des femmes au marché du travail et par la reconnaissance politique et légale du principe d'égalité sexuelle, « les femmes n'ont fait qu'"égratigner" le pouvoir ». Les auteurs ont donc été amenées à soulever « le problème d'une façon plus globale, c'est-à-dire à poser le rapport des femmes au pouvoir en termes de contraintes différentes pour les femmes et les hommes et en termes de culture et valeurs différentes ». (P. 40.)

Elles identifient trois courants dans la réflexion féministe sur le pouvoir :

I. Celui qui propose une alternative aux structures existantes en opposant les valeurs des femmes à celles des hommes [...]

II. Le courant qui propose aux femmes de s'intégrer aux structures de pouvoir déjà existantes et qui revendique l'égalité tout en proposant aux femmes de modifier les structures de pouvoir de l'intérieur [...]

III. Enfin le courant qui revendique le pouvoir au nom des femmes, comme le font les partis féministes. (P. 41.)

La perspective retenue s'inscrit dans le deuxième courant. C'est que le mode de scrutin en vigueur au Québec et au Canada facilite difficilement l'émergence d'un parti féministe et que, de plus, pour des raisons stratégiques, il importe que les femmes prennent leur place dans les structures de pouvoir actuelles. « Si elles demeurent absentes de ces lieux, on continuera quand même à diriger le monde... sans elles. » (P. 42.)

L'équipe tente de vérifier deux grandes hypothèses : que la sous-représentation féminine dans les postes décisionnels s'explique en partie par des difficultés particulières aux militantes avec les structures en place, et par leur charge familiale encore quasi exclusive ; que la conception du militantisme diffère selon le sexe, la plupart des femmes s'engageant beaucoup plus « sous l'angle du bénévolat, pour aider, rendre service, faire leur part » (p. 48) que pour des questions de pouvoir, de carrière ou d'idéologie.

L'échantillon était stratifié par sexe et selon quatre catégories de militants : participants sans pouvoir, membres sans fonction de direction élus ou nommés d'un comité, membres élus ou nommés d'une commission exécutive locale ou régionale, membres élus ou nommés d'une commission exécutive nationale. Partis et syndicats ont déterminé l'échantillon, au hasard si possible, avec répartition égale par catégorie. Ceci comporte pour le moins le risque de ne pas rendre compte de la distribution réelle des militantes qui, selon les auteurs, seraient concentrées dans les postes de moindre importance. Le nombre de personnes par catégorie est si petit qu'on ne peut en tirer aucune statistique, seulement des tendances. En outre, que chaque organisation ait désigné ses répondants fausse peut-être quelque peu l'objectivité de la recherche. Notons enfin que les données proviennent d'une entrevue qualitative de type semi-directif (à partir d'un guide d'une vingtaine de questions ouvertes).

Pour l'engagement politique provincial, on a interviewé douze femmes et autant d'hommes du Parti libéral du Québec et le même nombre du Parti québécois. Il en ressort que moins on a d'obligations, plus grande est la différence entre les militants et les militantes ; néanmoins « il semble préférable de dire que les femmes ayant peu ou pas de responsabilités ne s'engagent pas dans le militantisme pour les mêmes raisons que les

membres qui détiennent de telles responsabilités». (P. 165.) L'ascension dans une organisation est également marquée moins par sa structure que par le sexe, les femmes haut placées ayant souvent eu à faire des tâches telles que le porte-à-porte, la sollicitation téléphonique et le secrétariat, tandis que les hommes auraient dès le départ agi davantage comme organisateurs.

Quant aux difficultés propres aux femmes dans un parti, le principal grief s'adresse au mode de fonctionnement : la fréquence, la durée et le déroulement des réunions se font selon la gestion masculine du temps en ce « qu'elle ne tient pas compte de la vie privée ». (P. 168.) D'ailleurs, si pour la majorité des hommes la principale entrave au militantisme est leur travail, pour les femmes c'est leur devoir familial — même quand elles font du travail l'obstacle majeur, beaucoup disent que c'est parce qu'il s'ajoute à leurs tâches familiales. Hommes et femmes pensent que ces dernières sont sous-représentées dans leur organisation. Tous partagent une même grande réserve quant aux mesures d'« action positive » à prendre pour corriger la situation. Enfin, on remarque ici comme dans les autres structures de militantisme que les différences sexuelles s'amenuisent lorsqu'on assume de plus hautes charges.

Pour les partis municipaux, on a rencontré huit femmes et huit hommes du Rassemblement populaire de Québec, autant du Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal, et du Parti de l'Action civique de La Salle. Ce dossier est le plus faible au plan de l'analyse autant que de l'écriture : il astreint le lecteur à faire sa propre analyse des extraits d'entrevues pourtant riches. La conclusion vient heureusement à son secours, même si elle porte sur le militantisme en général — elle pourrait d'ailleurs servir de conclusion générale aux trois ouvrages.

Si les antécédents et les parcours sont semblables, les hommes se montreraient par contre plus « intéressés », le militantisme pouvant entrer dans leur plan de carrière, que les femmes qui s'y lancent davantage par conscience sociale et s'interrogent sur leur compétence à occuper des postes importants. S'il se trouve des femmes dans les hautes instances d'un parti et quelques-unes d'élues, les hommes tendent à dire qu'elles sont suffisamment représentées. Les femmes semblent moins satisfaites, même si elles balancent (moins que leur contrepartie) face à des mesures préférentielles. Quoi qu'il en soit, leur intégration pourrait correspondre à « l'émergence d'un nouveau modèle de militantisme » (p. 221) qui, les diverses composantes de la vie (famille, amitié, travail, action sociale) s'harmonisant davantage, ne ferait plus de l'engagement politique la priorité ultime.

Pour le milieu syndical, on a interrogé une douzaine de personnes des deux sexes de la Confédération des syndicats nationaux (C.S.N.) et autant de la Centrale de l'enseignement du Québec (C.E.Q.). Fait remarquable, les différences concernant le profil des militants sont moins perceptibles à l'intérieur de chaque unité qu'entre les deux, ce qui peut s'expliquer par la grande homogénéité de la C.E.Q., laquelle regroupe surtout du personnel plus scolarisé, plus âgé et mieux payé que celui de la C.S.N.

La conception du militantisme ne varie guère selon le sexe, ni selon le syndicat, sinon qu'à la C.S.N. on parle davantage de pluralisme ; et à la C.E.Q., d'être à l'écoute de la base. Tous déplorent que les tâches familiales, encore essentiellement féminines, grèvent fortement la liberté des militantes et privent le syndicalisme de qualités qu'elles montrent plus que les hommes (la tolérance, le respect des idées d'autrui, le souci du climat de travail, etc.). Car s'il est un aspect qui distingue militants et militantes, c'est bien la façon

de s'y dépenser, les unes étant perçues (y compris par les hommes) comme plus humaines, plus conciliantes et moins hiérarchiques. Pour revenir aux contraintes, le facteur temps joue nettement moins que dans les partis politiques du fait des libérations pour activités syndicales. Les difficultés résident plutôt ici aussi dans le fonctionnement du syndicalisme : les femmes se sentiraient moins à l'aise face au discours de confrontation qui est de règle, et le militantisme syndical ne satisferait pas comme chez certains hommes leurs besoins personnels et affectifs. Quant à la sous-représentation féminine dans la structure et la hiérarchie syndicales, sur laquelle tout le monde s'entend, hommes et femmes se montrent également réticents devant l'adoption de mesures correctives.

Un des mérites de cette série d'ouvrages, outre les nombreux renseignements tant sur l'expression de la réalité militante que sur la revue bibliographique, est de faire ressortir l'atténuation des différences sexuelles lorsqu'on monte dans une organisation politique ou syndicale. Néanmoins, la forme linéaire et éclatée de l'ensemble ne permet guère de tirer de véritable conclusion.

Diane BELISLE

*Cégep Édouard-Montpetit.*

---

Renée B.-DANDURAND, *Le mariage en question*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1988, 188 p.

Pour poser la question fort complexe de l'évolution du mariage au Québec depuis 1960, Dandurand entreprit de passer en revue analyses statistiques et sociohistoriques ainsi que matériel monographique, en s'arrêtant au contexte social autant qu'à l'expression quotidienne de la vie du couple. Cet essai ne se limite pas au seul examen des liens conjugaux, mais touche aussi, et c'est inévitable, aux autres liens sociaux et biologiques qui les entrecroisent le plus souvent. À quelques reprises, l'auteur se laisse aller à mettre la famille sur la sellette et pas seulement le mariage.

Dans le premier chapitre, sur les années 1960 à 1969, on cherche à démontrer le caractère latent des ruptures matrimoniales encore peu fréquentes à cette époque. Outre l'importance donnée à la loi sur le divorce et à son impact social, cette première partie n'apporte rien de neuf dans la mise en ordre des données et des interprétations. Il faut souligner ici l'utilisation judicieuse qu'on fait des monographies pour déchiffrer le quotidien des ménages.

La seconde période, de 1970 à 1985, est celle des modifications accélérées de la « conjugalité ». Encore une fois peu de surprises : on parle du salariat des femmes, de la révolution contraceptive et du nouveau droit matrimonial qui vont forcer les hommes mais surtout les femmes à repenser leur engagement de couple. En dépit d'une base documentaire bien maîtrisée, l'auteur nous est toutefois apparue un peu trop captive de ses sources, trop collée aux champs descriptifs ouverts par les chercheurs, lorsqu'elle tentait d'explorer l'univers domestique à partir de données sociographiques.